Les conséquences de la guerre en Ukraine sur l'économie de la région Nouvelle-Aquitaine

mercredi 29 juin 2022, par lpe

L'Institut Sofos, basé à Bordeaux, a planché sur les répercussions de la guerre en Ukraine sur l'économie de la région Nouvelle-Aquitaine, encore en rémission du Covid. Les premières conséquences se font déjà sentir.

Après deux années de crise sanitaire, l'économie de la Nouvelle-Aquitaine doit faire face à un nouveau défi : l'impact de la guerre en Ukraine. Même si nul ne peut encore prédire la durée de ce conflit, les répercussions économiques sont déjà visibles, selon une analyse de l'Institut Sofos, réalisée à la demande du Conseil régional de l'Ordre des experts-comptables de Nouvelle-Aquitaine. Si les relations économiques de la Nouvelle-Aquitaine avec la Russie et l'Ukraine sont limitées, elles restent néanmoins réelles, selon l'Observatoire des échanges internationaux de la CCI régionale qui a montré que **la Russie est le 19e client et le 8e fournisseur de la région**.
Selon les études menées par cet observatoire, les exportations s'élèvent à 273M€ et concernent, pour les deux-tiers, des produits de la culture et de l'élevage, des appareils de mesure, d'essai et de navigation, des produits pharmaceutiques et des boissons. Les importations atteignent, elles, 1Md€ et concernent principalement les produits pétroliers raffinés et coke pour près de 850M€. Quant aux relations économiques avec l'Ukraine, elles s'élèvent à environ 100M€. Près de 50% des exportations concernent des produits de la culture et de l'élevage et près de la moitié des importations sont des produits métallurgiques et de première transformation de l'acier.

Les ménages sont également touchés

Au-delà de quelques impacts directs non négligeables, comme une diminution des ventes de cognac en Russie, la baisse de fréquentation des touristes russes à Biarritz ou une baisse des exportations de certains porcelainiers limougeauds, la principale conséquence de la guerre en Ukraine est le retour de l'inflation. « *Elle se matérialise déjà par une envolée des prix des énergies fossiles (pétrole, gaz), de minerais tels que le titane et, bien entendu, des céréales* », observe Christian Prat dit Hauret, professeur des Universités et directeur scientifique de l'Institut Sofos, le think tank des experts-comptables. Le cours du Brent de pétrole avoisine les 100 dollars, le prix de la tonne de blé a augmenté de 180% en 9 mois passant de 200€ en juillet 2021 à 370€ à ce jour. Quant au cours du nickel, il a bondi de 20000$ la tonne en début d'année à plus de 33000$ en ce début de printemps 2022.

De fait, les entreprises de la région vont subir une baisse de leur valeur ajoutée. C'est le cas des entreprises de transport pour lesquelles le gasoil pèse lourd dans le compte de résultat. Mais aussi des entreprises industrielles du secteur manufacturier ou agroalimentaire qui ont besoin d'utiliser de l'énergie. Ou encore des entreprises agricoles qui voient le prix des aliments (pour les animaux) et des fertilisants s'envoler.
Comme dans beaucoup de pays européens, les agriculteurs français achètent des céréales russes et ukrainiennes pour nourrir leurs animaux, notamment du maïs, et importent un quart de leurs engrais azotés de Russie. « *La question primordiale qui se pose est de savoir si ces entreprises pourront répercuter ces hausses sur leurs prix de vente (ce qui aura pour effet d'augmenter les prix à la consommation) ou pas, ce qui, dans ce cas-là, pourrait compromettre leur profitabilité ou, à terme, la pérennité d'une partie d'entre elles* », interroge le directeur scientifique de Sofos. Les ménages et les particuliers de la région ne sont pas épargnés. L'inflation, attendue à 4% pour 2022, aura une conséquence directe sur eux : leur appauvrissement et notamment celui des ménages les plus pauvres et

des classes moyennes inférieures. Ces deux classes sociales vont supporter une explosion des dépenses dites contraintes : l'essence pour se déplacer, l'électricité, le gaz et l'alimentation.

« *On risque d'assister à une forte contraction de la consommation non imposée. Les secteurs de l'ameublement, de l'électroménager ou du commerce non alimentaire devraient être impactés. Il est également probable que l'activité touristique de la région soit en baisse cet été avec une diminution du nombre de touristes européens (allemands, néerlandais par exemple) et une baisse des réservations des touristes français (hôtels, campings, locations saisonnières). Pour nombre de familles, les vacances vont devenir un luxe ou alors la durée des séjours sera fortement raccourcie* », note Christian Prat dit Hauret

Des opportunités pour certains secteurs

Dans ce contexte incertain, des opportunités s'offrent néanmoins à quelques secteurs d'activité présents dans la région afin de répondre à de nouveaux besoins nés d'une économie partielle de guerre. C'est d'abord **le cas de l'aéronautique et du spatial de défense**. Selon l'Insee, les commandes militaires représenteraient 14% de la chaîne d'approvisionnement aéronautique et spatiale, et 19% de la dite chaîne travaille en lien avec la défense, principalement dans la maintenance, les équipements embarqués et l'ingénierie. Des entreprises comme Dassault Aviation, Thales ou Safran devraient donc continuer à se développer et pourraient servir de « moteurs » économiques à toute la filière régionale. Le souhait de la France d'accélérer son programme de transition énergétique (pour lutter contre le réchauffement climatique et réduire sa dépendance aux énergies fossiles) pourrait également profiter à quelques **pépites spécialisées dans les énergies renouvelables** (solaire, mer, éolien, géothermie).
Enfin, **la cybersécurité**. « *Il existe dans la région des centres de recherche de pointe et des ingénieurs de haut niveau qui pourraient servir de portes étendards pour construire une « Cyber Valley » néo-aquitaine* », conclut Christian Prat dit Hauret.